



Taâwoun la lettre des Coopérations au Maroc

Réalisée par Marocoop, agence de Conseil en coopérations décentralisée et internationale avec le Maroc, avec le soutien de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (France)



Marocoop Conseil

N° 98 – Décembre 2018 – Janvier 2019

SOMMAIRE

- **Coopérations bilatérales**
- **Coopération multilatérale**
- **Les nouvelles du Maroc**
- **Nouvelles coopérations avec des collectivités locales marocaines**
- **Mouvements/Nominations/Distinctions**
- **Rendez-vous**
- **Appels à projets / Annonces**
- **Abréviations/Indications**
- **Mot de la rédaction**

COOPERATIONS BILATERALES

COOPERATION BELGO-MAROCAINE

Administration

Signature d'un mémorandum d'entente entre le ministère délégué chargé de la Réforme de l'administration et de la Fonction publique et le ministère du Budget et de la Fonction publique et de la Simplification administrative dans le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui vise à renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de l'administration électronique et de la fonction publique. Pour ce faire, les 2 Départements s'engagent à mener des activités de coopération ayant trait notamment aux politiques et stratégies numériques, à la modernisation de la fonction publique, à la simplification des services administratifs, ainsi qu'à l'innovation dans le service public.

COOPERATION BRITANNICO-MAROCAINE

Formation professionnelle

Lancement au Maroc, par le British Council, du programme Taqaddam, mis en œuvre depuis 4 ans dans 10 pays de la région MENA. Initié en partenariat avec le secrétariat d'État chargé de la Formation professionnelle, ce programme, qui signifie « aller de l'avant », vise à inculquer aux étudiants de meilleures méthodes pour communiquer et démontrer aux autres leurs compétences avec davantage de confiance. Conçu pour s'inscrire dans le cadre du programme scolaire existant, Taqaddam profitera à plus de 20 enseignants et formateurs et 400 étudiants de l'Institut de formation aux métiers de l'industrie automobile, à **Casablanca**. Ce programme pilote de 7 semaines se clôturera par un atelier final et une compétition intitulée « Future Ideas : Make it Happen » qui incitera les étudiants à développer des idées et des concepts novateurs pour répondre aux principaux défis mondiaux liés à l'environnement, à la santé ou au bien-être de la communauté.

COOPERATION COREO-MAROCAINE

Développement durable

Organisation à **Rabat**, par le ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, en collaboration avec la KOICA et en partenariat avec l'Institut Coréen d'Education aux Technologies de la Construction, d'un séminaire sur le « Développement Durable, Régional et Urbain ».

Coopération

A l'occasion de la venue au Maroc du 1^{er} Ministre sud-coréen, Lee Nak-yeon, à la tête d'une importante délégation économique et institutionnelle, signature de 6 accords de coopération portant notamment sur l'enseignement supérieur, les énergies renouvelables, l'automobile, les réseaux et la promotion des investissements.



Lee Nak-yeon et son homologue marocain Saâd Eddine El Otmari

Jeunesse

Inauguration à **Azrou**, d'un espace de divertissement et d'activités sportives destiné à appuyer l'éducation et la formation des jeunes, financé par la KOICA, dans le cadre du programme des volontaires "World Friends Korea".

COOPERATION FRANCO-MAROCAINE

Agriculture

Signature par le Maroc et l'AFD, d'une convention de subvention de 20 M€ pour le financement d'un projet de développement, d'irrigation et d'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques à l'aval du barrage de Kaddoussa, dans la province d'**Errachidia**. L'objectif de ce projet est d'améliorer la résilience aux changements climatiques et la durabilité du développement agricole dans la plaine de Boudnib, par la promotion du développement d'une agriculture irriguée productive et durable et la préservation de la ressource en eau souterraine. Cette subvention a été déléguée à l'AFD par le Fonds vert pour le climat, mécanisme financier de l'ONU.

Eau

Signature d'une convention de prêt d'un montant de 50 M€ entre l'ONEE et l'AFD, en vue d'étendre et d'améliorer les performances et la résilience du service d'eau potable dans les provinces d'**Al Hoceima, Driouch, Nador et Taounate**, tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Ce financement porte sur une 1^{ère} phase qui devrait être complétée d'ici un an.

Francophonie

A l'occasion de la cérémonie de remise de diplômes à 42 jeunes ayant bénéficié d'une formation en langue française, au sein des maisons des jeunes Kbibat, Al Amal et Mechouar, organisée par le ministère de la Jeunesse et des Sports en partenariat avec l'Ambassade de France et l'Institut français de **Rabat**, signature d'un accord de coopération entre ces institutions, visant à généraliser cette expérience pilote au niveau des 613 maisons de jeunes existantes au Maroc.



R TALBI EL ALAMI, Ministre de la Jeunesse et des Sports et JF GIRAULT, Ambassadeur de France au Maroc, entourés des jeunes diplômés.

Archéologie

Signature entre l'Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine et l'Institut national français de recherches archéologiques préventives, d'une convention-cadre portant sur la promotion de leur collaboration en matière de recherche, formation, diffusion archéologique. Cette coopération de longue date est portée notamment par 4 chantiers de fouilles cofinancés par le ministère de la Culture et de la Communication et la commission des fouilles du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il s'agit des programmes intitulés "Préhistoire de Casablanca", "Rirha" et "Igiliz".

Dialogue

Organisation de la 1^{ère} édition des Rencontres internationales de Toumliline, par la Fondation Mémoires pour l'Avenir, soutenue par le programme PISCCA (projets innovants pour la société civile et les coalitions d'acteurs) de l'Ambassade de France au Maroc. L'organisation de ces rencontres consiste en la relance, sur la base de problématiques contemporaines, des Rencontres Internationales de Toumliline qui se sont tenues de 1956 à 1966 au Maroc. Elles constitueront une plateforme d'échanges et de dialogue dans une perspective universaliste et humaniste.

**Développement durable**

Avec le soutien du programme PISCCA, l'Association Ecologia pour l'Education à l'Environnement, lancement à **Kénitra**, d'un projet visant à former 25 associations environnementales sur les nouvelles techniques interactives de l'animation d'une campagne de sensibilisation.

Agriculture

Clôture du projet ANR TRANSMED ALMIRA, soutenu par l'IRD, qui a rassemblé des chercheurs français, marocains et tunisiens, autour de l'étude de 3 bassins versants typiques en Méditerranée- site de La Peyne (France), du Lebna (Tunisie), du **Tleta** (Rif occidental au Maroc). Ils ont ainsi, notamment, organisé des actions de sensibilisation et de formation à destination des agriculteurs, et ont accompagné les décideurs et acteurs publics dans la définition de leur politique agricole grâce à des formations techniques.

Culte

Formation à l'Institut Mohammed VI de **Rabat** d'une 1^{ère} promotion de 19 imams français. Cette formation, prise en charge par le Maroc, comprend les cours suivants : arabe, jurisprudence islamique, dogme, sciences du coran, explications des versets et récitations.

Sport

Signature d'un accord de jumelage et de coopération entre la Fédération Royale marocaine de cyclisme et son homologue française qui ambitionne d'approfondir la coopération entre les deux parties dans divers aspects liés au développement et à l'élargissement de la pratique de la discipline.

COOPERATION GERMANO-MAROCAINE**Développement durable**

Signature d'une convention-cadre de partenariat entre le ministère de l'Énergie, des Mines et du Développement durable et la GIZ, portant sur un projet de conception et de mise en œuvre de solutions innovantes pour une meilleure performance énergétique dans le transport industriel, plus précisément dans le secteur de l'industrie laitière.

Eau

Attribution d'un prêt de 69.5 M€ de la KfW à l'ONEE, destiné au financement de 3 projets dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement liquide : un projet à **Sidi Ifni**, un programme d'AEP des petits et moyens centres dans les zones de **Kelâa des Sraghnas, Salé, Sidi Bettache, Berkane, Taounate** ; et un programme d'AEP des zones péri-urbaines relevant des centres de l'Onee.

Mobilité urbaine

Présentation de l'étude sur la mobilité urbaine dans la ville d'**Essaouira** et sa périphérie immédiate sur un rayon de 20 km, qui a été réalisée de manière participative par le Centre de Développement de la Région de Tensift et la Fondation Friederich Naumann pour la Liberté, en collaboration avec les autorités de la ville d'Essaouira.

Démocratie

Soutien de la Fondation Hanns Seidel à l'organisation, à **Rabat**, de l'Arab Liberty Festival sur le thème « Sept ans après le printemps arabe. Quel rôle pour les institutions démocratiques ? »

COOPERATION HISPANO-MAROCAINE**Fonction publique**

Signature d'une déclaration conjointe par le ministre délégué chargé de la Réforme de l'administration et de la fonction publique, et le ministre espagnol de la Politique territoriale et de la fonction publique, aux termes de laquelle, les 2 parties se sont mis d'accord pour reconduire, pour une durée de 5 ans, le mémorandum d'entente sur la fonction publique et la modernisation de l'administration qu'ils avaient signé en 2014. Cette réunion a été l'occasion de faire le bilan des activités réalisées dans le cadre du programme "Appui à la modernisation de la fonction publique" (2016-2018), financé par l'AECID, et d'évoquer les perspectives de coopération qui s'inscrivent dans le cadre de l'appui au Plan national de réforme de l'administration 2018-2021.



Le Ministre délégué chargé de la Réforme de l'administration et de la fonction publique, M. BEN ABDELKADER et son homologue espagnole, M. BATET

Technologies vertes

Lancement par l'Institut de Recherche en Énergie Solaire et Énergies Nouvelles, du Maroc et le Centre de Développement Technologique Industriel de l'Espagne d'un programme conjoint de soutien à la recherche appliquée et l'innovation : « INNO-ESPAMAROC ENERGY », à travers le financement conjoint de projets collaboratifs, portés par les universités, institutions de recherches, entreprises et industries marocaines et espagnoles. Les projets seront financés à hauteur de 10 M dh par projet (1/3 : financement marocain et 2/3 : financement Espagnol) et visent le développement des produits, procédés et services innovants, dans le domaine des technologies vertes, à fort potentiel de commercialisation sur les marchés marocain, espagnols et continental.

Energies

L'Agence marocaine pour l'énergie durable (MASEN) et l'Institut Technologique des îles Canaries ont signé un mémorandum d'entente visant à favoriser l'échange d'expertises entre le Maroc et les îles Canaries en matière d'énergie, notamment renouvelable et de traitement de l'eau. La convention couvre également le domaine des énergies renouvelables et les domaines d'application y afférents, avec un axe lié à la recherche et développement.

Concurrence

Signature d'un mémorandum d'entente entre le Conseil de la concurrence et la Commission nationale des marchés et de la concurrence et la d'Espagne, dans le but de promouvoir la coopération bilatérale dans les domaines de la politique et du droit de la concurrence.

COOPERATION ITALO-MAROCAINE**Héliciculture**

A l'occasion de la 1ère édition de la Journée internationale de l'héliciculture, à Marrakech, signature d'un accord de partenariat pour le développement de cette filière, entre le CRI de **Marrakech-Safi**, la CCIS de Marrakech-Safi, la Fédération interprofessionnelle de l'héliciculture du côté marocain, et l'Institut international de l'héliciculture de Cherasco et l'Association nationale de l'héliciculture du côté italien. Il vise la mise en place d'un contrat d'exportation d'escargots du Maroc vers l'Italie et la création de projets d'élevage, de valorisation et de transformation des escargots pouvant générer l'emploi et l'insertion des jeunes dans le monde professionnelle. Il a également pour objectif de créer un centre de recherche et de formation hélicicole à Marrakech.



La production nationale d'escargots s'élève à plus de 15.000 tonnes par an, dont 85% est destinée essentiellement à l'exportation.

Activités consulaires

Inauguration du Consulat général du Maroc à Naples.

Archéologie

Lancement de la mise en œuvre d'une convention de financement de projets de sauvegarde du patrimoine archéologique à travers la restauration et la valorisation des sites archéologiques de Lixus, Volubilis, Zilil et Chellah pour un montant de 2 M€. Le programme de préservation du patrimoine archéologique ambitionne aussi de renforcer les capacités des cadres du département de la culture en matière de restauration et de préservation du patrimoine culturel, et de mettre en place un cadre général, au niveau de la formation et des projets, pour intégrer différentes spécialités dans les projets programmés (architecte, archéologue, technicien...)

COOPERATION NEERLANDO-MAROCAINE**Entrepreneuriat**

En partenariat avec le Centre marocain pour l'innovation et l'entrepreneuriat social et plusieurs entreprises néerlandaises installées au Maroc, lancement par l'Ambassade des Pays-Bas au Maroc du programme d'incubation des entrepreneurs marocains, intitulé Orange Corners, visant à développer un environnement propice au développement de l'entrepreneuriat local. Orange Corners, qui existe déjà dans 4 pays africains, est conçu pour fournir aux entrepreneurs la formation, le coaching, le mentorat et l'accès à un réseau de clients potentiels, autant d'éléments nécessaires pour la création d'entreprises.

COOPERATION SINO-MAROCAINE**Tourisme**

Signature par les ministères chinois et marocain du Tourisme d'un mémorandum d'entente concernant l'organisation d'une année touristique et culturelle marocaine en Chine, en 2020, ainsi qu'au même moment, une année touristique et culturelle chinoise au Maroc.

Culture

Inauguration au cœur du quartier Agdal du 36ème Centre culturel de Chine à l'étranger : d'une superficie de 2 500 m², il comprend des salles d'exposition, de conférence et de formation ainsi qu'une bibliothèque.



M. SAJID, Ministre du Tourisme, du Transport aérien, de l'Artisanat et de l'Économie sociale - A. AZOULAY, Conseiller de Sa Majesté le Roi - M. LAARAJ, Ministre de la Culture et de la Communication - Lo Jinzao, Vice-Ministre de la Culture et du Tourisme - Li li, Ambassadeur de Chine au Maroc

COOPERATION REGION MENA

Mauritanie – Energies

Signature d'une convention de partenariat dans les domaines des hydrocarbures et des mines, entre le Maroc et la Mauritanie, qui vise le renforcement de l'échange de l'expertise, de la formation et du savoir-faire en la matière.

Palestine – Justice

Signature d'un mémorandum d'entente portant sur le développement des capacités des ministères publics des 2 pays en matière de lutte contre le crime, la corruption, le blanchiment d'argent et le financement de terrorisme, ainsi que d'autres domaines d'intérêt commun.

Tunisie – Enseignement supérieur

Organisation à **Agadir**, du 1er forum interuniversitaire entre le Maroc et la Tunisie.

COOPERATION AFRO-MAROCAINE

Djibouti - Santé

Organisation à Djibouti d'une mission de suivi, conduite par le directeur de l'AMCI, dans le cadre de la mise en œuvre du partenariat tripartite dans le domaine de la santé maternelle et néonatale entre le Maroc, la République de Djibouti et la BID.



Ce partenariat a ainsi permis à Djibouti de bénéficier de l'expérience marocaine en plaçant, dès avril 2017 à travers le concours de l'AMCI, l'expertise du centre de santé reproductive du CHU Ibn Sina de Rabat au profit du secteur de la santé à Djibouti où l'ensemble de la population des sages-femmes ont suivi des formations spécifiques. A cette occasion, il a été procédé à la signature d'une convention de partenariat entre le CHU Ibn Sina de Rabat et le CHU Pelletiers de Djibouti ainsi que la remise d'équipement technique de surveillance néonatale pour réduire la mortalité infantile.

Centrafrique – Habitat

Inauguration de 100 logements sociaux offerts par le Maroc à Sakai dans la commune de Bimbo.

Union Africaine

Election du Maroc, 1er vice-président du Comité technique spécialisé «Fonction publique, collectivités locales, développement urbain et décentralisation»

Sénégal - Développement durable

En marge de la COP 24, signature par le Maroc et le Sénégal d'un mémorandum d'entente sur la coopération dans le domaine de l'environnement, qui prévoit notamment le renforcement des échanges en matière de gestion des déchets, la protection de l'environnement et le développement durable.

Madagascar – Marchés publics

Accueil par la Trésorerie Générale du Royaume d'une délégation de l'autorité de régulation des marchés publics de la République de Madagascar, venue découvrir les nouveautés de la dématérialisation des marchés publics au Maroc.

Publication

Publication par l'IRES d'un rapport intitulé « La transition énergétique en Afrique, à l'aune de la nouvelle stratégie africaine du Maroc ». [A télécharger](#)

Agriculture

Suite à la présentation de l'initiative AAA lors de la COP 22, à Marrakech, lancement de la Fondation Initiative AAA. La Fondation pour l'adaptation de l'agriculture africaine aux changements climatiques a pour mission de défendre la cause de l'agriculture africaine et, particulièrement, celle de l'adaptation de l'agriculture africaine aux changements climatiques, notamment en soutenant les porteurs de projets.



Pour le Maroc, la fondation AAA compte parmi ses membres A. Akhannouch, Ministre de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, M Jazouli, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale chargé de la coopération africaine, AR Chami, président du CESE

COOPERATION MULTILATERALE**Union Européenne – Tarifs douaniers**

Vote du Parlement européen d'un texte étendant aux Provinces du Sud les tarifs douaniers préférentiels octroyés par accord commercial au Maroc, qui concerne les produits de l'agriculture et de la pêche. Ce vote, qui a permis de modifier l'accord d'association entre l'UE et le Maroc intégrant les Provinces du Sud et qui a été rejeté en 2016 par la Cour de justice de l'UE, doit encore être avalisé par le Conseil de l'UE pour entrer en vigueur.

Union Européenne – Santé

Dans le cadre de l'assistance technique fourni par l'UE, notamment à travers le Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de la Santé (PASS II), pour la mise en œuvre du plan Santé 2025, organisation, à **Agadir**, par le ministère de la Santé en partenariat avec l'UE, de la 1ère édition du forum «Hôpital public du Futur». En marge de cette rencontre, a été inauguré un ensemble de structures relevant du Centre hospitalier provincial de Taroudant, mises à niveau, avec l'appui de la BEI.

Union pour la Méditerranée / Union Européenne – Recherche

Organisation à **Fès**, par l'UpM, la Commission européenne, en partenariat avec le ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique du Maroc et l'Université EuroMed de Fès d'un séminaire régional sur le programme Horizon

2020. Cette rencontre visait à renforcer la coopération en matière de recherche et innovation en Méditerranée, et en particulier à favoriser la participation conjointe d'acteurs de pays du Nord et du Sud de la Méditerranée dans les derniers appels à projets du programme Horizon 2020 de l'UE.

Nations-Unies – Agriculture

Organisation à **Rabat**, par la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA, Bureau pour l'Afrique du Nord) et le Bureau Maroc de la FAO d'un atelier national de formation sur le suivi de la sécurité alimentaire dans le contexte de l'Agenda de développement durable à l'horizon 2030 et ce, au bénéfice de divers organismes, tels que UMA, le HCP, le MAECI, le ministère de l'Agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, le Ministère de la Santé, le Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance ou encore le HCEFLCD.

Nations-Unies – Droits de l'Homme

Signature du document de projet "Appui à la mise en œuvre du Plan d'action national en matière de démocratie et des droits de l'Homme (2019-2022)". Le PANDDH, piloté par le ministère d'Etat chargé des Droits de l'Homme, vise à favoriser l'intégration de la dimension des droits de l'Homme et l'adoption des normes internationales dans les politiques publiques et les programmes nationaux des différents départements, selon une approche participative et de concertation avec toutes les parties concernées.

Nations-Unies – Développement durable

Dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et du Plan Cadre des Nations Unies d'Aide au Développement (UNDAF) 2017-2021, signature par le HCP et l'ensemble des agences des Nations-Unies au Maroc, d'un accord de partenariat pour l'appui et le suivi des ODD au Maroc. Cet accord se fixe comme objectif l'élaboration d'un cadre de référence pour le suivi et le reporting des ODD au Maroc et de contribuer à l'éclairage des décideurs politiques et de l'opinion publique sur les réalisations nationales dans ce domaine. D'une durée de 3 ans, il s'articule autour de quatre composantes portant sur l'exploitation des données statistiques et des indicateurs de performance relatifs aux programmes de réalisation des ODD, l'élaboration de rapports périodiques de suivi et de reporting qui rendent compte de ces derniers, aux niveaux national et territorial avec l'appui des dispositifs de coordination et de concertation nécessaires à cet effet, et la promotion, dans ce domaine, des performances du Maroc à travers les réseaux sud-sud et triangulaires de coopération.



M. THERER, Représentant résident

adjointe du PNUD au Maroc et **A. LAHLIMI ALAMI**, Haut-Commissaire au Plan

Nations-Unies – Région Draa-Tafilelt

Signature d'un projet de convention entre la Région **Draa-Tafilelt** et l'UNICEF, visant à développer une collaboration - la 1^{ère} du genre au Maroc entre l'UNICEF et un Conseil de Région - dans le cadre du Programme Inclusion Sociale, afin d'accompagner les élus de la Région dans l'élaboration des programmes de développement ciblant les jeunes et les enfants, et de leur apporter l'assistance technique dans la mise en œuvre de ces programmes.

Nations-Unies – Enfance

Publication par l'UNICEF du bilan de sa présence au Maroc depuis 60 ans. [A télécharger](#)

OCDE – Corruption

Dans le cadre du Programme MENA-OCDE pour la Compétitivité, qui constitue l'un des deux piliers de l'Initiative MENA-OCDE sur la gouvernance et la compétitivité, organisation à **Rabat**, d'une journée d'étude sur le thème "Renforcer l'intégrité des affaires au Maroc", consacrée à la présentation des

conclusions du programme "Renforcer l'intégrité des affaires au Maroc", lancé en 2015. A cette occasion, la CGEM a procédé à la signature des Déclarations d'intentions d'actions collectives dans les secteurs de la santé, l'énergie et le transport. Selon le Ministre délégué chargé des Affaires générales et de la gouvernance, Lahcen DAOUDI, la corruption coûte au Maroc une perte annuelle de 2% de sa croissance économique.

Banque Mondiale – Agriculture

Organisation de l'atelier de clôture du projet d'Agriculture Solidaire et Intégrée au Maroc (ASIMA), mis en œuvre au niveau des régions **Sous Massa (Agadir, Tiznit) et Marrakech Safi (Marrakech, Rhamna et Essaouira)**, sous la supervision et le pilotage national de l'Agence pour le Développement Agricole, avec le soutien de la BM (don du FEM). Lancé en 2013 pour une durée de 6 ans, le projet ASIMA vise à encourager l'intégration de mesures de conservation des sols et de la biodiversité par plus de 8500 petits agriculteurs dont 20 % de femmes au niveau de 7 projets d'agriculture solidaire (Pilier II) mis en œuvre dans 114 communes.

Banque Africaine de Développement – Eau

Signature par l'ONEE et la BAD d'un accord de prêt de 79.33 M€, qui contribuera à la mise en œuvre d'un programme de pérennisation et de sécurisation de l'accès à l'eau au Maroc, au profit d'une population globale actuelle de 2,5 millions d'habitants qui atteindra 3,3 millions à l'horizon 2040.

Banque Africaine de Développement – Emploi

Octroi d'un prêt de la BAD de 84.46 M€ pour la mise en œuvre du Programme axé sur les résultats pour l'amélioration de l'accès à l'emploi au Maroc (PARAAE), qui a pour objectif de faciliter l'accès des jeunes et des femmes au marché du travail et d'améliorer la qualité de l'emploi dans les régions, tout en contribuant à valoriser le capital humain en améliorant les compétences et l'employabilité de la main d'œuvre.

Société Financière Internationale – Développement économique

Signature d'un mémorandum d'entente entre la SFI et la Wilaya de **Marrakech-Safi**, avec pour objectif d'améliorer le climat des affaires et de renforcer la compétitivité des entreprises. En vertu de cet accord, la SFI appuiera le CRI de Marrakech-Safi, dans l'identification et la mise en œuvre de moyens pour stimuler les investissements, améliorer la compétitivité des entreprises locales et renforcer les normes de gouvernance. L'IFC s'engage aussi à aider le CRI de Marrakech-Safi à examiner les freins au développement du secteur privé de la région.

Publication

Publication par la Fondation Anna Lindh de son rapport 2018, intitulé « Les tendances Interculturelles et Changement Social dans la région Euro-Méditerranéenne ». [A télécharger.](#)

Réconciliations nationales

Organisation à **Rabat**, par la Chambre des Conseillers et l'Association des Sénats, Shoura et Conseils équivalents d'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA), en partenariat avec le CNDH, d'un séminaire international consacré aux expériences de réconciliation nationale visant à instaurer la paix et la stabilité politique, qui a été couronné par l'adoption de la Déclaration de Rabat sur les réconciliations nationales.

Publication

Publication de l'édition 2018 de l'IEMed Mediterranean Yearbook ([à télécharger](#)). Notamment, y figurent des données spécifiques au Maroc. [A télécharger.](#)

LES NOUVELLES DU MAROC

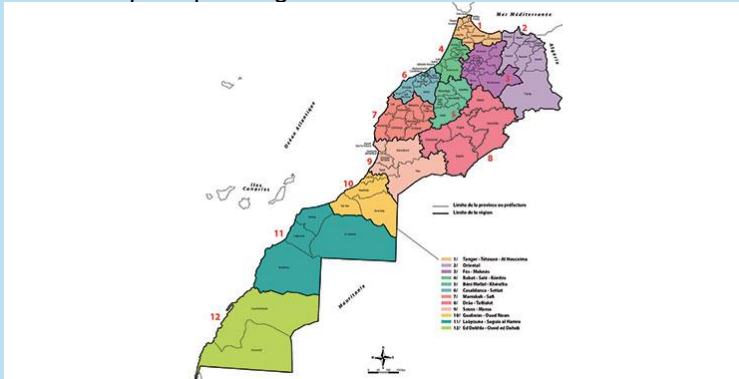
Déconcentration

Entrée en vigueur, suite à sa publication au Bulletin Officiel, du décret n°2.17.618 relatif à la charte nationale de déconcentration administrative. Cette charte définit notamment les principes et les règles régissant les services déconcentrés de l'Etat avec les collectivités territoriales, les établissements et entreprises publics. L'article 5 de la charte dispose que la politique de la déconcentration s'appuie sur deux bases essentielles :

- la région en sa qualité d'espace territorial adéquat pour l'élaboration de la politique nationale de la déconcentration administrative

- le Wali de la région en sa qualité de représentant du pouvoir central au niveau régional, notamment en ce qui concerne la coordination de l'action des services décentralisés tout en veillant à leur bon fonctionnement et à leur contrôle.

L'article 14 stipule que l'administration centrale se charge des missions qui ont un caractère national ainsi que toutes les autres missions que les services décentralisés ne peuvent pas assumer. L'article 15 dispose que les services décentralisés de l'Etat se chargent au niveau régional de la gestion des structures publiques régionales relevant de l'Etat.



Deux principaux mécanismes sont prévus pour la mise en œuvre de la charte :

- la Commission ministérielle de la déconcentration. Présidée par le chef du gouvernement, elle devra formuler des propositions pour l'exécution des orientations générales de l'Etat et suivre leur mise en œuvre.
- la Commission régionale de coordination sera dédiée à l'accompagnement du Wali dans ses attributions de «chef d'orchestre» au niveau territorial. Un Secrétariat général des affaires régionales assurera la préparation des réunions de la commission de coordination.

Régionalisation

Organisation à **Rabat**, par la Chambre des conseillers, en partenariat avec le CESE, l'ARM et l'AMPC, de la 3^{ème} édition du Forum parlementaire des Régions, à l'issue duquel plusieurs recommandations ont été adoptées, parmi lesquelles :

- Mise en place d'un observatoire parlementaire chargé du suivi des affaires régionales ;
- Poursuite des concertations relatives à la charte des compétences, au contrôle des compétences et la rationalisation de la contractualisation ;
- Accélération de la promulgation des textes d'application de la charte de la déconcentration administrative ;
- En matière de bonne gouvernance, notamment favoriser une meilleure répartition des ressources humaines et œuvrer pour l'adoption d'un statut pour les fonctionnaires des collectivités territoriales ;
- Etc.

Gouvernance territoriale

Organisation par la DGCL d'une journée d'étude sur le thème "Les conseils des préfectures et des provinces et la consécration des principes de la gouvernance territoriale", à laquelle ont pris part les Gouverneurs, les Présidents des Conseils des préfectures et provinces, ainsi que des élus.

Nouveau modèle de développement

Divers événements sont organisés pour contribuer au débat national sur le nouveau modèle de développement du Maroc, parmi lesquels :

- À l'initiative de l'ARM, une journée d'étude sur « La dimension territoriale du nouveau modèle de développement », visant à permettre aux Régions par le biais de leurs élus et cadres techniques de se saisir de cette opportunité pour contribuer aux côtés des autres acteurs nationaux et locaux à la détermination d'une nouvelle vision de développement.
- A l'initiative de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières, du ministère de l'Economie et des Finances, une rencontre-débat sur le thème « Vers une approche de spécialisation économique cohérente avec les vocations régionales : Enjeux et leviers de politiques publiques ».

Développement territorial

Lancement par la Province d'Essaouira de son « Territorial Innovation Lab », une initiative impliquant des structures publiques et privées, collectivités locales, laboratoires universitaires, associations, citoyens, groupement d'usagers, qui souhaitent élaborer collectivement de nouvelles solutions et d'essaimer des innovations locales en matière de développement territorial.



Gouvernement ouvert

Annonce par le ministère chargé de la Réforme de l'Administration et de la Fonction publique de la désignation de 5 organisations de la société civile, sélectionnées parmi 38 candidates pour siéger au sein du Comité de pilotage national du gouvernement ouvert, pour un mandat de deux ans. Il s'agit du Mouvement alternatives citoyennes (ALCI), de l'Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM), de l'Organisation pour les libertés de l'information et de l'expression (OLIE), de l'Alliance marocaine pour le climat et le développement durable (AMCDD) et du Club des magistrats du Maroc.

En avril dernier, le Maroc a adhéré au Partenariat pour un gouvernement ouvert, une initiative internationale qui a pour objectif d'appuyer les principes de la démocratie participative, en plaçant le citoyen au cœur de ses préoccupations et en renforçant la transparence, l'intégrité, la lutte contre la corruption et l'utilisation des nouvelles technologies. Elle vise également à faciliter l'accès du citoyen à l'information et le suivi des projets gouvernementaux pour assurer une meilleure participation à la prise de décisions et une collaboration efficace entre les différentes parties prenantes.

Développement durable

Adoption par le CESE un projet de rapport de l'auto-saisine sur "L'économie bleue : pilier d'un nouveau modèle de développement du Maroc".

Corruption

Dans son rapport annuel publié sur l'Indice de perception de la corruption dans le monde, Transparency international classe le Maroc 73^e sur 180 pays, soit 8 places de mieux qu'en 2017.

Immigration

Selon le HCP, la communauté étrangère installée au Maroc s'élève à 84 001 personnes. 41,6% sont de nationalités africaines dont 74,6% de l'Afrique subsaharienne et 31,9% de la région du Maghreb. Les européens représentent 40% et les asiatiques 15,2% dont 82,8% du Moyen-Orient. Le reste, soit 3,2%, vient principalement des pays d'Amérique. Et par pays, les Français sont majoritaires avec 25,4%, les Sénégalais viennent en deuxième position avec 7,2%, suivis des Algériens avec 6,8%, puis des Syriens et des Espagnols (6,2% et 4,8%). Un taux de 36,5% des étrangers résidents habitent la région de Casablanca, 23% Rabat, 10,2% Marrakech, 8,5% Tanger, 6,6% Fès et 5,8% Agadir.

Electrification rurale

Selon le ministère de l'Énergie, des Mines et du Développement durable, le taux d'électrification rurale au Maroc atteint 99,62%.

NOUVELLES COOPERATIONS AVEC DES COLLECTIVITES LOCALES MAROCAINES

Aucune signalée

MOUVEMENTS/NOUVELLES NOMINATIONS/DISTINCTIONS

➤ Au sein de l'Administration marocaine :

- Mohamed Bachir RACHDI, Président de l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption
- Mohamed BENANILOU, Médiateur du Royaume

- Amina BOUAYACH, Présidente du Conseil National des Droits de l'Homme
- Badria BENJELLOUN, Directrice de l'Urbanisme, au ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville
- Abdelkarim BOUJRADI, Secrétaire général de la Délégation interministérielle aux Droits de l'Homme
- Faouzi BEKKAOUI, Directeur de l'Institut National de la Recherche Agronomique
- Mustapha TIMI, Secrétaire général du ministère de la Communication
- Mohammed RHACHI, Président de l'Université Mohammed V de Rabat

➤ Au sein des organisations internationales, institutions et représentations étrangères

- Election de Mohammed SADIKI, SG du ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, au poste de Président du Centre international des Hautes Etudes Agronomiques méditerranéennes.
- Marie PHILIPPE, conseillère technique Afrique du Nord et Moyen Orient à la Présidence de la République française

RENDEZ-VOUS

- 4-5/2/2019 à **Bruxelles** : Forum Villes et Régions pour la coopération au Développement 2019, par le Comité des Régions
- 22/2/2019 à **Rabat** : Atelier sur l'intégration du climat dans les institutions financières par la Fondation CDG
- 26/2-1^{er}/3/2019 à **Essaouira** : 1^{ère} édition du Congrès international sur les Territoires Innovants sur le thème « De la créativité de la ville à la ville créative » par l'Ecole Supérieure de Technologie d'Essaouira et le Centre International de Recherche et de Renforcement des Capacités, et l'Association Essaouira-Mogador
- 8-9/3/2019 à **Fès** : Colloque international sur « l'innovation en management entre conformisme et effet de mode. PME et grandes entreprises » par l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès
- 20-21/3/2019 à **Kenitra** : Colloque international sur « Féminisme dans la région MENA : droits des femmes dans un monde post-globaliste » par le Centre Takamul des Etudes et des Recherches
- 12-13/4/2019 à **Marrakech** : Colloque international sur « Géopolitique et destin des nations. Agir en conscience » par le Groupement de Recherche sur Espace et Territoires
- 16-20/4/2019 à **Meknès** : 14^{ème} édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc
- 25-26/4/2019 à **Marrakech** : Conférence internationale sur « Des enjeux sociaux et l'analyse comparative en politiques publiques » par le Groupe de Recherche sur l'Administration et les Politiques Publiques
- 29/6/2019 à **Marseille** : Sommet des 2 Rives, par le Gouvernement français.

APPELS A PROJETS / ANNONCES

* Le programme **Moucharaka Mouwatina**, financé par l'UE et mis en œuvre par le Bureau de l'UNOPS invite les Organisations de la Société Civile intéressées et éligibles à soumettre leur candidature pour bénéficier de subventions. Le programme offre 4 guichets de financement (**Casablanca-Settat / Oriental / Souss-Massa / Tanger Tétouan Al Hoceima**) adaptés aux besoins et aux capacités de chaque organisation de la société civile

+ d'info

* Lancement d'un appel à propositions au titre du projet **Kafaat Liljamia**, qui ambitionne d'agir sur la coordination entre les acteurs du secteur public, du secteur privé et des organisations de la société civile. Le projet est financé par l'UE dans le cadre de son Programme « Appui à la formation professionnelle : développement du capital humain au Maroc » et mis en œuvre par le British Council et l'AECID, en partenariat avec le Secrétariat d'Etat à la Formation professionnelle.

Les organisations de la société civile de la région de **Tanger Tétouan Al Hoceïma** impliquées dans la formation et l'insertion professionnelle, l'inclusion sociale et l'auto-emploi des jeunes en situation vulnérable, sont invitées à soumettre des projets d'une durée de 12 mois maximum.

Date Limite : 04/2/2019 + d'info

* L'ADEME, en partenariat avec l'Union pour la Méditerranée, le Plan Bleu et l'AViTeM, invitent l'ensemble des acteurs des territoires méditerranéens à concourir à la 2e édition des **Trophées de l'adaptation au changement climatique en Méditerranée**.

Ces Trophées visent les acteurs de l'adaptation au changement climatique (Collectivités territoriales, Agences nationales, Universités publiques, ONG et entreprises) des territoires littoraux, urbains et ruraux du pourtour méditerranéen, dont le Maroc. Ils récompensent les actions d'adaptation s'appuyant sur des :

- Infrastructures et aménagements augmentant la résilience des territoires
- Solutions de préservation des ressources naturelles et de valorisation des écosystèmes
- Politiques ou outils de planification, d'incitation, de financement permettant une meilleure prise en compte des vulnérabilités.

Les lauréats bénéficieront :

- d'un accompagnement personnalisé par les partenaires des Trophées (visite d'étude, rencontres avec les partenaires techniques et financiers)
- d'une invitation et d'une tribune à deux colloques d'envergure internationale en 2020 (à définir)
- d'une valorisation internationale de votre action (actions presse, publication dédiée, vidéo, etc.).

Date limite : 20/3/2019 + d'info

* **L'Ecole Nationale d'Administration de France**, propose une nouvelle offre de formation, composée de 14 programmes, visant à renforcer les compétences des fonctionnaires français et étrangers, ou cadres d'entreprise publiques. D'une durée de 1 à 4 semaines, ils conjuguent pour certains un enseignement en ligne et une formation en présentiel à Paris. 9 de ces programmes sont regroupés en trois universités thématiques.

- ▶ L'université de printemps (25 mars - 5 avril 2019) « Penser, construire et gouverner un monde en commun » regroupe les programmes « gérer un projet », « penser et mettre en place les politiques de développement », et « lutter contre la corruption » ;
- ▶ L'université d'été (2-13 septembre 2019) « Transformer l'action publique par l'innovation » regroupe les programmes « conduire le changement dans l'administration », « innover et transformer avec le numérique le secteur public », et « fabriquer les politiques publiques : de la conception à l'évaluation » ;
- ▶ La Winter School (9-20 décembre 2019) « Implementation of public policies : prospective, strategies and new tools » regroupe trois programmes en anglais : « Innovation and digital transformation of the public sector », « Local governance, smart cities and open government »

et « Fighting corruption in 2019 ».

En plus de ces trois universités, des programmes plus spécifiques sont disponibles sur l'organisation du travail parlementaire, le management de crise et la gestion post-conflit, la négociation au sein et avec l'Union européenne, la trajectoire d'une norme européenne de sa genèse au contentieux, ainsi que la gouvernance et la protection des droits de l'homme. Le catalogue de ces programmes et leur calendrier sont disponibles sur le site de l'ENA.

Date limite : Les dossiers devront être envoyés au moins 7 semaines avant le début de la formation souhaitée.

Critères

d'éligibilité

et

info

ABREVIATIONS/INDICATIONS

AACID : l'Agence Andalouse de Coopération Internationale pour le Développement
ACDI : Agence canadienne de développement international
ADEREE : Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique
ADS : Agence de Développement Social (Maroc)
AECID : Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement
AFD : Agence Française de Développement
AFEM : Association des Femmes Chefs d'Entreprise au Maroc
AMCI : Agence Marocaine de Coopération Internationale
AMDIE : Agence marocaine de développement des investissements et des exportations
AMPCC : Association Marocaine des Présidents de Conseils Communaux
ANAPEC : Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (Maroc)
ANCLM : Association Nationale des Collectivités Locales du Maroc (Maroc)
APP : Agence du Partenariat pour le Progrès (Maroc & MCA/MCC)
AREF : Académie Régionale d'Education et de Formation (Maroc)
ARF : Association des Régions de France
ARLEM : Assemblée Régionale et Locale Euro-Méditerranéenne
ARM : Association des Régions du Maroc
BAD : Banque Africaine de Développement
BERD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
BID : Banque Islamique de Développement
BM : Banque mondiale
BNRM : Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc
CCME : Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger
CDG : Caisse de Dépôt et de Gestion (Maroc)
CESE : Conseil Economique, Social et Environnemental
CFCIM : Chambre Française de Commerce et d'Industrie au Maroc
CGEM : Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CGLU : Cités et Gouvernements Locaux Unis
CGLUA : Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique
CNDH : Conseil National des Droits de l'Homme
CRI : Centre régional d'investissement (Maroc)
DDC : Direction du Développement et de la Coopération Suisse
DGCL : Direction Générale des Collectivités Locales du Ministère de l'Intérieur (Maroc)
ENSA : Ecole Nationale Supérieure de l'Administration (Maroc)
FAMSI : Fonds Andalou des Municipalités pour la Solidarité Internationale
FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA : Fonds international du développement agricole
FNUAP : Fonds des Nations Unies pour les populations
GIZ : Agence allemande de coopération internationale
HCP : Haut-Commissariat au Plan (Maroc)
HCEFLCD : Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la désertification (Maroc)
HCR : Haut-Commissariat pour les Réfugiés
INDH : Initiative Nationale pour le Développement Humain (Maroc)
IRD : Institut de Recherche pour le Développement (France)
IRES : Institut Royal des Etudes Stratégiques (Maroc)
ISESCO : Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture
JICA : Agence japonaise de coopération internationale
KOICA : Agence coréenne de coopération internationale
MAEC : Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération (Maroc)

MAEDI : Ministère des Affaires étrangères et du Développement International (France)
MAP : Maghreb Arabe Presse (agence de presse officielle du Maroc)
MCA/MCC : Millenium Challenge Account/Corporation
MENA : région Middle East North Africa
MEPI : US Middle East Partnership Initiative
MRE : Marocains Résidents à l'Etranger
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
OCP : Office Chérifien des Phosphates
OFPPT : Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (Maroc)
OIM : Organisation Internationale pour les Migrations
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONE : Office National de l'Electricité (Maroc)
ONEP : Office National de l'Eau Potable (Maroc)
ONEE : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (fusion de l'ONE et ONEP)
PCM : Programme Concerté Maroc (France-Maroc)
PEV : Politique Européenne de Voisinage
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
PNUE : Programme des Nations-Unies pour l'Environnement
SCAC : Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France
SIAM : Salon International de l'Agriculture au Maroc
UE : Union européenne
UMA : Union du Maghreb Arabe
UNIFEM : Fonds des Nations-Unies pour la Femme
UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UPM : Union Pour la Méditerranée
USAid : Agence Américaine de Développement International
1 dh = 0,09 € / 1 € = 10,89 en janvier 2019



Le Mot de la Rédaction

Abonnement/Désabonnement :

Pour vous désinscrire, merci de nous renvoyer un mél avec le titre « désinscription », nom et collectivité. Pour recevoir directement « Taâwoun, la Lettre des Coopérations au Maroc », envoyez vos coordonnées (nom, prénom, fonction, institution) à marocoop@gmail.com

Taâwoun est votre Publication : N'hésitez pas à nous transmettre vos suggestions et toutes les informations et annonces que vous souhaitez y voir paraître. Contact : marocoop@gmail.com

Marocoop Conseil, agence de conseil en Coopération décentralisée basée au Maroc, est à votre disposition pour vous accompagner dans toutes vos démarches de développement de coopérations avec des collectivités marocaines : recherche de partenaire, ingénierie de projets, recherche de cofinancements, évaluation, formation.

Elodie MARTELLIERE SADOUK - Marocoop Conseil

BP 4394 –Rabat Tour Hassan – 10020 RABAT tél : 00 212 (0)663 31 40 02

WWW.MAROCCOOP.COM